

<http://www.sudeduc05.org/>

Bulletin hebdomadaire SUD Educ05 semaine 08-2018

1-Agenda :

Lundi 19 février Ouverture du serveur pour la demande des temps partiels. Danger, une fois validée pas de modification possible. Fermeture du serveur le jeudi 15 mars.

Gap 18h IA audience auprès de l'IA concernant les AVS

Mardi 20 Février Gap 19H Planning Familial Femmes et Sport

Mercredi 21 février Gap 9h Ecole maternelle de fontreyne RIS remplaçants

Jeudi 22 février Gap 18h30 Petit Saloon présentation et discussion avec Nicolas Bonnani

Embrun 18h30 Le lieu Projection de "LAMB" De Yared Zeleke Conte social éthiopien

Vendredi 23 février Vacances !!!!!

Embrun 18h30 Le Lieu "La justice restaurative" Avec la participation de Katerina SOULOU, doctorante, membre de Forum Européen pour la Justice Restaurative (EFRJ)).

Veynes 20h Mul'OT Soirée Linux Alpes système d'exploitation, logiciels libres et convivialité.

Toute la semaine comprenant le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes : Animations, stands, ateliers... à Gap

Jeudi 8 mars Gap 13h30 médiathèque Journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Stand Solidaires05

Un préavis de grève fonction publique est déposé par Solidaires. Arrêt du travail à 15h40, soit l'heure moyenne au-delà de laquelle les femmes ne sont plus payées ! (cf article 8 mars)

Samedi 10 mars Gap 14h gymnase centre Initiation self défense (ouvert uniquement aux femmes.)

2-RIS Remplaçants

Disparition des brigades de formation continue, transformation des ZIL en Brigade de congé, problème de remplacement, ordre/contre ordre, quelle récupération, budget de fonctionnement... c'est loin d'être rose, alors ne restons pas isolés, rencontrons-nous, échangeons, construisons la mobilisation lors de la

RIS du mercredi 21 février à 9h École maternelle de Fontreyne 18 route des Boutons d'or à Gap

Exemple de lettre pour participer à la RIS en avertissant votre IEN.

NOM Prénom

École

Coordonnées école

A Monsieur/Madame l'Inspecteur de la circonscription de

....., le

Objet : participation à une demi-journée d'information syndicale

Madame, Monsieur l'Inspecteur (trice),

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément au décret n°82-447 du 28 mai 1982 relatif au droit syndical dans la fonction publique et à la circulaire n°2014-120 du 16 septembre 2014, je participerai à la réunion d'information syndicale organisée par SUD Education05, le 2018 deh àh à (ville).

Je déduirai ces 3 heures du volume horaire de mes obligations de service hors présence élèves

Signature

En cas de difficulté, ne restez pas isolé-e-s, contactez-nous : sudeduc05@gmail.com ou 06 43 63 43 54

3-RIS RADON Briançon

Pourquoi une RIS sur le Radon ? Malgré nos demandes répétées et la législation qui imposent ces mesures, nous ne voyons rien venir sauf un possible scandale sanitaire comme pour l'amiante.

SUD Education05/Solidaires sur ces deniers personnels fait venir un ingénieur de la CRIIRAD pour tout connaître ou presque sur le Radon.

Réunion d'Information Syndicale

Mercredi 21 mars à 14h à la MJC de Briançon,

Exemple de courrier au &2

Réunion publique à partir de 18h30 MJC de Briançon.

La CRIIRAD <http://www.criirad.org/>

Il ne s'agit pas de faire du catastrophisme mais d'être informé demander les informations ou faire faire des mesures. Des moyens techniques existent et doivent être mis en place pour que nous ne soyons pas exposés notamment par notre employeur qui, par ailleurs, n'assure pas les visites médicales de prévention pourtant bien inscrites dans la loi.



4-Visite médicale

L'ACTION PAYE :

- En 2008, nous avons organisé une campagne de demandes de visites médicales. Malgré des dizaines de demandes déposées à l'Inspection académique et au rectorat, nous n'avons rien vu venir. . .
- En 2014, nous avons lancé une nouvelle campagne, cette fois l'administration nous a répondu, mais toujours pas de visite...
- Une douzaine d'agent-e-s ont alors décidé d'attaquer l'administration devant le tribunal administratif pour défaut de visite médicale. Oh surprise ! En décembre 2017, ils reçoivent une convocation pour une visite médicale de prévention. Ces douze-là, pas un de plus !
- **TOUS LES PERSONNELS Y ONT DROIT. NOUS AUSSI, EXIGEONS NOTRE VISITE MEDICALE !**
- **Pas assez de médecins dans l'académie ? Qu'à cela ne tienne, il y a quelques années, dans le Calvados, face à la menace du Tribunal Administratif, le rectorat a été obligé d'embaucher des médecins du travail.**
-

C'est pourquoi SUD Éducation 05 relance une campagne et propose aux collègues d'organiser des dépôts collectifs des demandes individuelles de visite médicale du travail.

COMMENT FAIRE ?

- C'est à l'employé-e de faire la demande auprès de son chef de service (chef d'établissement ou IEN). Nous vous proposons d'utiliser le **modèle en PJ**.
- Pour le premier degré, nous proposons d'organiser des **dépôts collectifs des demandes**. Contactez le syndicat.
- Pour le second degré, il faut déposer la demande auprès de votre chef d'établissement. **N'oubliez pas de demander une preuve de dépôt.**
- Dans tous les cas, **gardez une copie de votre demande**. Vous pouvez également **remplir une fiche RSST** (et en garder une copie également) .
- **Transmettez vos coordonnées et une copie de votre demande à notre syndicat**. Nous vous aiderons à faire valoir vos droits.

5-CTSD/CDEN

Les CTSD du 1^{er} et 2nd degré ont tout d'abord été boycottés par SUD Education05 et la FSU05. Faut dire que le compte n'y est pas et que l'attaque via notre IA n'est pas des moindres. Le CDEN s'est tenu le jeudi 15 février. Disparition pure et simple de 4 postes de maître-sses G mais il est vrai qu'il y a un poste de super héros à l'inspection attaché à un pôle. Un super héros qui vient débloquer les situations gravissimes avec un ou des élèves dans votre école. Il est tellement bon, que personne n'en a jamais entendu parlé sauf les membres de ces instances. Disparition des brigades de formation continue au « profit » des brigades de congé. Pour rappel, les Zil ne sont plus. Transformés en brigade de congé l'année dernière, donc avec la possibilité d'intervenir sur tout le département sans discussion possible (disparition de la zone limitée). Cette année encore, les brigades de

formation continue ne sont pas assez efficaces alors ... transformation en brigades de congé. A la mobilité des premiers est rajoutée la flexibilité aux seconds et pour tout le monde, c'est moins de formation continue. La grande optimisation prévue par notre administration, c'est formation continue en début et fin d'année scolaire, là où il y aurait moins de remplacement à faire. En fait le vrai projet est la formation continue durant nos vacances mais ça Macron ne l'a pas encore dit officiellement.

Fermeture d'une école de deux classes pour créer une école unique à classe unique. Et oui, disparition d'un RPI. Nous ne donnons pas chère de la peau de cette école à classe unique.

Pas de fermeture au sein du Rased de Gap PEV ... mais ce sera à Bellevue.

Pas de fermeture à Gap Lareton mais au Vigneaux, un jeu étrange de chaise musicale où le service public d'éducation est perdant.

Quatre écoles ayant subi deux fusions se voient fermer une classe chacune. Nous ne sommes toujours pas devins mais nous comprenons bien la logique qui opère au 3ème étage de l'Inspection Académique.

L'IA se targue d'un P/E le 5ème au niveau national et de 21 postes « surnuméraires », ce à quoi, nous avons répondu que nous ne comprenons pas les gros problèmes de remplacement.

Les postes « surnuméraires » sont le plus souvent redispachés sur deux écoles en CP-CE1, laissons les autres collègues se débrouiller.

D'autres méfaits de gestionnaires dans le premier degré nous ont été annoncés. Nous avons voté évidemment contre cette carte scolaire.

...

Pour le second degré, c'est pire. Disparition de 10 équivalents temps plein, ce qui entraîne de nouveau « sursitaire de la route ». Des collègues qui vont devoir faire des trajets entre deux ou trois établissements pour effectuer leur services... L'occitan/langue d'Oc ne refait toujours pas son apparition au collège ou lycée, limitant ainsi le choix des familles, les points aux différents examens mais surtout la diversité linguistique et culturelle. A la question de la scolarisation des jeunes migrants, d'après notre IA, il y a quelques jeunes qui ne sont pas scolarisés mais le département, la préfecture et l'Education Nationale sont exemplaires. On ne dira pas que l'on a vu son nez s'allonger à ce moment là, mais une rapide conversation avec la moindre personne étant investie auprès de ces jeunes, réveillera ce gros mensonge. Des actions auprès des tribunaux compétents ne manqueront pas d'être menées pour faire respecter le droit que l'IA feint de méconnaître.

SUD Education05 comme l'ensemble des organisations syndicales a voté contre cette carte scolaire et nous continuerons à nous mobiliser, à mobiliser. Tout-e-s en grève le 22 mars .

6- L'amour à 3, Soral, Zemmour, De Benoist

Dans la lutte contre l'extrême-droite, il est bon de connaître ses adversaires. Solidaires05 et SUD Education05 organise une rencontre/débat avec Nicolas Bonanni, auteur du livre "L'amour à trois, Soral, Zemmour, De Benoist" **le jeudi 22 février 18h30 au petit Saloon à Gap.**

Vous connaissez Alain Soral et Eric Zemmour. Mais les avez-vous lu ? Et savez-vous qui est Alain de Benoist ? Non ?



Dans le combat politique, la bataille des idées joue un rôle déterminant. Alain Soral, Eric Zemmour et Alain de Benoist l'ont bien compris. Ils dispensent dans les médias leurs thèses anti-universalistes, inégalitaires et misogynes. Thèses qui irriguent toute la société, et en premier lieu le Front national. Dans son ouvrage "L'amour à 3" Nicolas Bonanni propose une lecture critique de la pensée de ces intellectuels de l'autre droite qui ont fait de la « guerre culturelle » leur stratégie principale.

7-Réformes Blanquer : un lycée « à la carte » et un bac maison au service du tri social

Communiqué de la fédération SUD éducation

Publié le mercredi 14 février 2018 sur <http://www.sudeducation.org/>

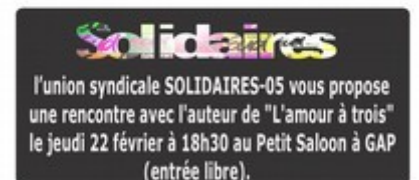
La fédération SUD éducation a pris connaissance des annonces faites le 14 février par le Ministre de l'éducation nationale concernant la réforme du bac et du lycée.

Les annonces restent sur certains points très floues. Beaucoup des propositions du rapport Mathiot semblent n'avoir pas été retenues, au terme d'un processus dont on peut se demander à quoi il aura servi sinon à donner l'illusion de la concertation. Car les grandes options définies avant même ce rapport par E. Macron et J-M. Blanquer sont confirmées.

...

Pour SUD éducation, l'heure est à la lutte pour le retrait des réformes du baccalauréat, du lycée et de l'accès aux études supérieures, qui forment un tout sinistrement cohérent.

Les revendications de SUD pour un lycée égalitaire



Dans l'immédiat, SUD éducation revendique le maintien du cadre national du baccalauréat, qui doit rester le premier grade universitaire, contre toute tentative de localisation. Nous refusons toute hiérarchisation entre les disciplines par une différenciation entre celles qui donneront lieu à examen terminal ou non. Nous défendons le droit à l'anonymat des élèves pour les épreuves certificatives.

Pour favoriser l'égalité du droit à l'éducation, la réduction des effectifs par classe et la mise en place de dédoublements systématiques sont des exigences essentielles, à l'opposé de la politique d'austérité, de suppression de postes et d'autonomie des établissements.

Plus la scolarité est commune, moins elle est inégalitaire : SUD éducation inscrit son combat dans la perspective de l'abolition du système hiérarchisé actuel qui fonctionne sur un modèle d'orientation et de sélection des élèves. Nous portons un projet de lycée unique polytechnique, avec un enseignement qui garantisse à tou-te-s les élèves l'appropriation de tous les types de savoirs – qu'ils soient manuels, techniques, artistiques ou théoriques – reposant sur des pratiques pédagogiques coopératives et émancipatrices.

8-Horreur : reconnaissance de faciès à l'entrée d'un lycée

Utiliser la technologie électronique pour « sécuriser » l'entrée du lycée des Eucalyptus à Nice, avec une vidéosurveillance au faciès : telle est l'idée « saugrenue » imaginée par M. Muselier, président de la région PACA, soutenue publiquement par le maire de Nice et acceptée par le Proviseur du dit lycée.

Depuis le début de l'année, dans notre ville, nous assistons, à une surenchère sécuritaire inédite : c'est d'abord le maire de Nice qui impose « reporty », outil moderne de délation ; puis la police municipale qui, sous prétexte de tranquilliser les esprits, prendra position dans les écoles primaires et maintenant voilà un nouveau projet liberticide encore plus invasif qui concerne le contrôle des élèves et des personnels dans un lycée de Nice.

Force est de constater que le chantage à la peur entraîne la mise en place de mesures de plus en plus disproportionnées et autoritaires.

L'utilisation à outrance de la technologie électronique ou l'incongrue intrusion de la police dans les lieux voués à l'apprentissage de la liberté et du « vivre ensemble » que sont nos écoles, nos lycées et l'espace public, n'assureront jamais la paix et la démocratie, n'en déplaise à nos donneurs d'ordre institutionnels !

Ce sont de débats éclairés et sereins, de formation à l'esprit critique, de rapports de confiance et de bienveillance dont ont besoin à la fois les élèves de tous âges, les personnels et l'ensemble des citoyen-ne-s. Bref, de pédagogie et de démocratie, non de démagogie et de vidéosurveillance !

9-Grève contre les oppressions faites aux femmes

L'année passée a permis de visibiliser une partie des luttes féministes

- Lutte pour l'égalité des droits, en particulierité l'égalité des salaires.
- Lutte contre le harcèlement au travail avec l'affaire Weinstein.
- Lutte contre les violences sexuelles avec le #balancetonporc.
- Lutte pour une langue moins genrée avec le débat sur l'écriture inclusive.

Cependant, rien n'a été gagné : le combat pour une égalité de fait entre tou-t-es continue !



Le 8 mars est l'occasion pour les femmes de rendre visible les luttes nécessaires contre la domination patriarcale.

Dans tous les domaines (travail, vie publique, culture, langue...) les femmes sont reléguées au second plan et invisibilisées. Quelle image vous vient en tête lorsque vous lisez la phrase « En 1936, les ouvriers bloquent les usines » (combien de moustachus à casquette voyez-vous ?) ? Sur les 20 derniers prix Nobel de littérature, seulement 5 sont des femmes. La moitié de l'humanité ne doit pas se laisser dominer par l'autre sous couvert d'une norme sociale ancestrale. Révoltons-nous pour obtenir une réelle égalité au travail, dans les tâches domestiques ainsi que dans l'ensemble de la société.

Les réformes actuelles dans le monde de l'éducation entérinent les inégalités femmes/hommes

- Le retour à la semaine de 4 jours pénalise davantage les femmes qui libèrent leur mercredi pour s'occuper des enfants (un tiers des emplois féminins sont à temps partiel). L'injonction sociale d'être une « bonne

mère » pèse sur la carrière, d'autant qu'avec un salaire inférieur en moyenne de 24% à celui d'un homme, l'impact économique sur le foyer est moindre si c'est la femme qui perd une journée de salaire.

- L'avancement dans l'éducation nationale privilégie les hommes. Avec le PPCR, les hommes passent plus facilement à la classe exceptionnelle car ils sont sur-représentés dans les fonctions de direction, conseil pédagogique... dans un secteur pourtant largement féminin.
- La critique de l'écriture inclusive et de feu les ABCD de l'égalité par JM Blanquer montre qu'il ne faut rien attendre de notre Ministère pour œuvrer à l'égalité femmes-hommes et à la lutte contre les discriminations sexistes, LGBTQIphobes.
- Quand y aura-t-il dans chaque établissement une véritable éducation à la sexualité évoquant le clitoris, le rôle du plaisir, l'importance du consentement (et non pas une sexualité vue sous le seul angle reproductif) ?

Au-delà de notre champ professionnel, les politiques libérales à l'œuvre sapent les droits des femmes

- Les politiques d'austérité dans le secteur du social et de la santé pèsent sur les femmes qui s'occupent très largement du soin aux enfants et aux ascendants, et réduit leur droit d'accès à l'IVG.
- Les réformes du code du travail fragilisent encore plus les femmes salariées, qui sont sur-représentées dans les emplois les plus précaires (temps partiels, CDD).

La complaisance dont bénéficient les mouvements réactionnaires (Manif pour Tous et consorts) tend à légitimer une vision rétrograde et inégalitaire des rapports femmes-hommes, et les discours d'extrême droite n'hésitent pas à instrumentaliser le féminisme à des fins racistes.

C'est par leurs mobilisations propres que les femmes ont obtenu des droits !

Pour débattre de ces questions et construire nos revendications : rassemblons-nous dans des AG en mixité et/ou non-mixité (agentes, enseignantes, CPE, AED, infirmière, assistante sociale, COP, ...). Pour faire entendre notre voix : GREVE, ACTIONS ET MANIFESTATION LE 8 MARS

10-Quand Riposte laïque s'en prend à des enseignants...

12 février [Lu sur le site Questions de classe](#) : Le site [Riposte Laïque](#), sombre groupuscule identitaire d'extrême droite, vient de publier un texte d'une rare violence consistant à établir une liste d'enseignants (en Histoire) à « virer de l'Éducation nationale ». Un texte totalement délirant comme seuls les rédacteurs de cette officine sont capable d'en produire. Plusieurs collègues sont nommément ciblé.e.s et jeté.e.s en pâture à la vindicte populaire, dont nos amies Laurence de Cock et Mathilde Larrère, bien connues des lecteurs et lectrices de Q2C.

Nous tenons ici à manifester notre entière solidarité, mais surtout nous voulons rappeler que cette publication est aussi un des nombreux épisodes d'une offensive contre toutes celles et tous ceux – syndicalistes, pédagogues, historien.ne.s, etc. – qui luttent dans l'école publique, pour la transformer et en faire un lieu d'émancipation individuelle et collective face aux nostalgiques réac-publicains de la régression, de la sélection, de l'épuration...

L'extrême droite ne s'autorise ce genre de "coup" que parce que d'autres, considéré.e.s comme plus "policés" et qui se reconnaîtront, ont délibérément distillé, dans leurs pamphlets ou leurs prises de position publique, un discours de haine, de violence, de délation.

On constate aussi que notre ministre, Jean-Michel Blanquer, est plus prompt à faire la Une de *Valeurs actuelles* à accorder ses interviews à SOS éducation ou à brandir la menace judiciaire face aux syndicats de lutte qu'à condamner ces pratiques de l'extrême droite d'appel à la haine...

A celles-ci et ceux-ci nous répondrons simplement que nous considérerions comme une injure de ne pas figurer sur toutes leurs listes noires, passées, présentes et à venir... **Grégory Chambat**



11-Répression syndicale

Le rassemblement du 6 février 2018 en soutien à Gaël Quirante, secrétaire départemental de SUD Activités Postales 92 a été un succès avec plus de 250 personnes malgré les intempéries. Mais il est urgent d'augmenter la pression MAINTENANT car la décision sur son licenciement va être prise très bientôt.

La situation actuelle de Gaël

Gaël a reçu le mois dernier un courrier où le Ministère indiquait qu'il envisageait de remettre en cause la décision de refus de licenciement rendue par l'Inspection. Il va être reçu le 15 février par les services du Ministère. La décision va être prise dans la foulée.

Il y a donc besoin d'exercer un maximum de pression sur la Ministre dès maintenant dans le but qu'elle n'autorise pas le licenciement.

Ce qu'il est possible de faire

Il faudrait donc :

- Envoyer un maximum de **motions** (format lettre à en-tête avec logo de l'organisation) issues de structures syndicales ou autres. Ces prises de positions sont toujours utiles.
- Envoyez aussi des **photos de soutien** : Non au licenciement de Gaël de SUD Poste 92 ! En pièce jointe un pdf à imprimer pour prendre les photos.
- Les **Vidéos de soutien (représentants de structures, individus, groupes militants...)** sont toujours très vivantes et parlantes, surtout quand ce sont des vidéos de groupe.
- Signer et faire signer la **pétition** pour celles et ceux qui ne l'ont pas encore fait : <https://www.change.org/p/non-aël-regroup>

Envoyez motions, photos, videos à : dgt.dir@travail.gouv.fr Fax : 01 44 38 20 20 Et en copie à : stoppons.les@gmail.com

Modèle de motion de soutien

Gaël Quirante, secrétaire départemental de SUD Activités Postales 92, subit un acharnement disciplinaire et pénal totalement injustifié. À l'image de bien d'autres militantes et militants du mouvement social, il est visé par une répression qui constitue une atteinte aux droits démocratiques des travailleuses et travailleurs.

S'il court le risque d'être licencié, c'est en raison de son activité de représentant syndical.

Au nom de ..., nous vous demandons de respecter la décision de l'Inspection du Travail et en conséquence de ne pas licencier Gaël Quirante.

12-Humour ???

